

Commission : Environnement

Question : L'après Cop 21

Auteur : Corée du Sud

Depuis 2008 la Corée du Sud est devenu la 13^{ème} puissance économique au monde.

Le travail dans le fer, la construction navale, automobile ou électronique sont autant de domaines dans lesquels le pays s'assure une durabilité solide.

Elle occupe aujourd'hui les 6^{ème} et 7^{ème} places mondiales en terme d'exportation et d'importation, elle fait même partie des « Quatre dragons asiatiques », qui sont les pays les plus développés du continent. Elle a été présente durant la COP 21 à Paris en décembre 2015.

Notre pays a connu une croissance rapide ce qui explique la hausse de ses émissions de gaz à effet de serre, depuis les années 1990. Sa demande d'énergie a augmenté de 162% pendant la période de 1990-2013, elle dépend du charbon 45% et de l'énergie nucléaire 26% (l'IEA en 2014).

En 2008, notre pays adopte une stratégie à long terme de « croissance verte » pour favoriser le développement économique par le biais de technologies à faible émission de carbone et d'énergie propre ; Depuis, notre gouvernement a mis en œuvre de nombreuses politiques pour soutenir ces objectifs.

En 2012, notre pays annonce un système d'échange de quotas d'émissions de gaz à effet de serre, le premier en son genre en Asie, qui sera mis en œuvre en 2015. Ceci représente un pas majeur vers la réalisation de l'objectif d'une réduction de 30 % d'émissions de gaz à effet de serre avant 2020. Des politiques de rendement énergétique fortes ont été développées, pour compléter l'objectif de réduction d'émissions de gaz à effet de serre. La Corée a fait l'effort d'augmenter la sécurité énergétique en prenant des mesures pour varier ses sources d'énergie, réduire l'utilisation de combustibles fossiles et favoriser le développement d'énergie renouvelable en parallèle avec l'expansion de son programme d'énergie nucléaire. Les dépenses publiques, sur RD&D (research, development and demonstration) lié à l'énergie sont les plus hauts dans l'OCDE, (L'Organisation de Coopération et de Développement Économiques).

La Corée du Sud continue de promouvoir une croissance verte puisqu'elle a lancé en 2015 un deuxième plan quinquennal et un système d'échange de droits d'émission de gaz à effet de serre et qu'elle stimule l'investissement public dans des technologies respectueuses de l'environnement. Les émissions de gaz à effet de serre et l'intensité énergétique ont néanmoins augmenté au cours de la période couverte par le plan 2009-13 pour la croissance verte. Le bon fonctionnement du système d'échange de droits d'émission devrait promouvoir l'investissement dans les technologies vertes et avoir un effet stimulant sur la croissance tout en aidant la Corée à atteindre son objectif de 37 % de réduction de ses émissions par rapport à un niveau de référence, établi dans l'hypothèse de politiques inchangées.

Une réduction de 37 % reviendrait à ramener les émissions sud-coréennes à environ 536 millions de tonnes en 2030, en lieu et place des 669 millions de tonnes émises en 2012.

Dans une déclaration à la presse, Ban Ki-moon s'est pourtant félicité de l'annonce des objectifs sud-coréens pour lutter contre le changement climatique. Pour le Secrétaire général de l'ONU, ces annonces officielles « représentent une contribution importante pour construire une dynamique et renforcer les perspectives de parvenir à un nouvel accord significatif sur le changement climatique lors de la COP 21 à Paris à la fin de l'année 2015 ».

Dans son 5^{ème} rapport, paru en 2014, le GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) recommande une réduction de 40 à 70 % des émissions mondiales d'ici à 2050. Plusieurs grandes économies se sont avancées vers des objectifs réellement ambitieux, à l'instar de l'Allemagne, qui espère réduire ses émissions de 80 à 95 % d'ici 35 ans.

Pour comprendre ce choix politique, il faut notamment se référer à la composition du mix énergétique du pays, constitué à 75 % d'énergies fossiles (pétrole, gaz, charbon).

Notre pays dispose de peu de ressources, il importe une très grande part des énergies fossiles qu'il consomme. Dans ce mix énergétique, la part d'énergies sobres en carbone ne dépasse pas 17 % de la consommation nationale. Les énergies renouvelables ne représentent quant à elles que 2 % du total. Trop peu pour répondre à la demande en électricité, qui ne cesse de grandir. À l'avenir nous devons massivement investir dans les énergies renouvelables et réduire nos émissions.

L'environnement ne peut plus se protéger, ni se récupérer au niveau nationales. La nature n'a pas de frontière, les autorités de notre pays et l'opinion publique coréenne se préoccupent pour les émissions contaminantes des pays voisins, les essais nucléaires qui se réalisent dans nos alentours, les transports maritimes de pétroles et de containers, qui laissent des résidus dans la mer de Chine et les contaminations radioactives des mers et de l'atmosphère dû à l'explosion de la centrale de Fukushima. Nous nous préoccupons aussi pour les contaminations dû aux pesticides et produits chimiques qui se mélangent à nos fleuves, qui viennent des pays voisins. Tout cela met en danger la santé de nos citoyens et le développement des générations futures.

Pour cela nous faisons appel aux organisations internationales et aux états membres de celles-ci, à soutenir la création d'un forum international, qui surveille l'évolution des situations comme la nôtre, et qui imposerait des sanctions économiques et fasse pression internationalement avec les moyens disponibles aux états ou compagnies qui contaminent. Ils seront confrontés à trouver de nouveaux moyens de se développer dans un délai de dix ans, ou développer des programmes éducatifs pour les écoles de tous les pays du monde sur l'urgence de s'occuper de l'environnement. Ils devront aussi développer une campagne médiatique en faveur du développement durable et même de promouvoir des valeurs des actions qui se cotisent dans les bourses des compagnies qui s'engageront à traiter les eaux, à renouveler les terres arables et à nettoyer l'atmosphère contaminée.

La République de la Corée du Sud offre ses experts, ses universités et technologies pour coopérer avec les autres états et agences internationales dans ses propos. Notre pays est ouvert à toutes coopérations et la prise de mesures concernant notre situation.